

COMMÉMORATION DU 8 MAI

Un avertissement au Président de la République...

Rarement assemblée n'avait eu une telle solennité que celle qui s'est tenue jeudi soir, dans la salle des fêtes, à l'appel du comité de coordination des Anciens Combattants et Victimes de Guerre. Et puis, quel meilleur cadre trouver que l'exposition sur les camps de déportation nazis pour une réunion qui allait faire l'unanimité contre la décision présidentielle de supprimer la commémoration du 8 mai 1945.

● Toutes les associations

Les responsables du comité de coordination avaient invité l'ensemble de la population mais aussi toutes les associations, qu'il regroupe et toutes ont répondu présentes à cet appel. A la tribune, les responsables locaux ou départementaux de chacune d'elle prirent d'ailleurs la parole, tous pour condamner la décision arbitraire et illégale du président Giscard d'Estaing. C'est ainsi qu'après le président du Comité de Coordination André Gautier, l'assistance entendit tour à tour M. Beauché pour la FNDIRP, M. Bessonne pour l'ANACR, MM. Lavigne pour les ACPG et CAT, M. Lagache pour l'ANACAC, le Cdt Lauze pour les médaillés militaires, MM. Gachelin pour la FNACA Davo pour Rhin et Danube, Dutto pour les Déportés du Travail.

● Soutien du Conseil Municipal

La veille de cette manifestation, en séance publique, le conseil municipal avait décidé de participer à la réunion et de prendre une part active aux actions du comité de coordination. Aussi jeudi soir, dans la salle des fêtes, de nombreux conseillers et adjoints avaient pris place parmi l'assistance, tandis qu'à la tribune se trouvaient Marius Autran, conseiller régional, adjoint au maire, et le Député Maire Philippe Giovannini. C'est ce dernier qui devait prendre la parole au nom de la municipalité. Il rappela, que la commune avait été sinistrée à 65 pour cent pendant la dernière guerre et qu'elle était une des rares villes de France à être décorée de la Croix de Guerre pour les souffrances endurées par sa population et les faits de guerre de celle-ci « Aussi, déclara-t-il, nous sommes non seulement solidaires, associés mais également partie prenante de ce combat pour l'honneur et la liberté de la France ».

Evoquant enfin l'action des élus, il annonça enfin, que, par la voix de Maurice Paul, le groupe communiste avait fait se prononcer unanimement le conseil général du Var sur cette question. Marius Autran pour sa part, interviendra à l'ouverture de la prochaine session du Conseil Régional. Enfin mercredi dernier, le groupe communiste a déposé sur la table de l'Assemblée Nationale un projet de loi dans lequel il est écrit que le 8 mai sera un jour de fête nationale, férié et chômé, célébré par la République et les collectivités locales, et bénéficiant des mêmes avantages, que la journée du 1er mai.

● Une éclatante démonstration

A l'issue de l'assemblée, les participants adoptèrent à l'unanimité une résolution dont le texte sera communiqué au Pré-



La tribune pendant l'allocution du président André Gautier.



En rangs serrés pour une protestation unanime

sident de la République, au Préfet et à tous les parlementaires. C'est le président André Gautier qui devait en donner lecture :

« Les seynois et seynoises, répondant à l'appel lancé par le comité de coordination des associations d'anciens combattants et victimes de guerre le 22 mai 1975 à la salle des Fêtes de la Mairie de La Seyne-sur-Mer.

— Elèvent une protestation solennelle contre la décision du Président de la République, au demeurant illégale et communiquée en premier lieu à des Chefs d'Etats étrangers, de supprimer la commémoration de la victoire du 8 mai 1945.

Ils rappellent que la victoire du 8 mai 1945 à une signification historique pour l'humanité toute entière.

Elle fut la victoire du monde libre contre les armées hitlériennes, contre l'entreprise na-

tie de domination et d'extermination.

Elle fut la victoire de la Liberté Nationale et de la Démocratie pour tous les peuples, y compris le peuple allemand libéré du joug fasciste. Le droit triomphait de la violence.

Elle fut la victoire qui a ouvert la voie à une Europe pacifiée qui doit, dans la coopération et la sécurité, permettre un avenir de paix et de fraternité entre les peuples.

Renier ce passé, oublier les immenses sacrifices pour la France et pour la liberté ne peut servir ni la France ni la cause de la liberté c'est jeter le voile de l'oubli sur une page d'histoire que notre jeunesse, doit connaître afin d'être à même d'en éviter le retour.

Les participants à cette assemblée demandent que la décision présidentielle soit annulée et décident d'alerter tous les parlementaires. Ils demandent,

que le 8 mai de chaque année soit proclamé par le parlement fête nationale pour la célébration de la résurrection française et pour la fraternité entre les peuples.

Dans ce but ils invitent l'ensemble des résistants, des victimes du nazisme, les anciens combattants et victimes de guerre, tous les patriotes et la population à se retrouver le samedi 31 mai à 18 heures devant le Monument aux Morts de La Seyne afin d'affirmer leur volonté ».

Le succès obtenu par cette réunion fait à lui seul la démonstration éclatante de cette volonté d'agir tous unis manifestée jeudi soir par l'ensemble des participants pour lutter contre la décision unique du président Giscard. Et le 31 mai, cette démonstration devrait prendre toute sa force, par une riposte massive à la honteuse provocation de Valéry Giscard d'Estaing et de ses complices.